

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Contre le Medef, organisons la contre-offensive !

# **Exigeons l'augmentation du Smic et des salaires !**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 6 novembre 2014

---

**Démocratie & Socialisme**

---

***Pierre Gattaz a le sens des rapports de forces. Après avoir obtenu une politique favorable aux entreprises sans contreparties, il en appelle au gouvernement pour obtenir le retrait d'un amendement socialiste, pourtant voté, qui avait imaginé assujettir modestement les dividendes versés aux employeurs aux cotisations sociales... Michel Sapin comprend la demande et s'exécute. Aussitôt obtenu, voilà le même Gattaz qui demande la suppression de toute justification au licenciement. Et si, au-delà de l'indignation nous engageons enfin la contre-offensive ?***

Le patron du Medef explique : « *Il faut sortir de la convention 158 de l'Organisation internationale du travail qui nous oblige à justifier les motifs de licenciements. Tant qu'on aura cette contrainte supranationale, peu importe le contrat, le fond du problème ne sera pas traité* ». La convention 158 oblige l'employeur à justifier le licenciement pour un motif « valable », une « cause réelle et sérieuse ». Ne pas appliquer cette convention serait revenir avant 1946 !

La stratégie du Medef est claire : obtenir du gouvernement le maximum ! Elle s'appuie, bien entendu, sur la politique de Valls dont l'oreille est attentive. Mais elle s'appuie aussi sur l'atonie du mouvement social. Il est temps d'engager la contre-offensive !

## **Pour une augmentation des salaires, pour une hausse de 10 % du SMIC !**

Alors que la déflation guette, que la politique de l'offre montre son échec à résoudre la question du chômage, que l'électorat socialiste et de gauche déserte les urnes, il est urgent d'inverser la tendance.

Augmenter d'un euro le smic horaire, ou de 10 % le Smic mensuel serait un signe fort. Augmenter de 10 % c'est un pas de plus vers un Smic à 1700 euros revendiqué par la CGT. En augmentant le point d'indice dans la Fonction publique, le signe serait double !

Ce serait un formidable encouragement aux négociations annuelles obligatoires dans les entreprises privées et les branches. Ce serait enfin une contrepartie au pacte de compétitivité. Ce serait un plan de relance basé sur la demande rééquilibrant la politique de l'offre menée jusqu'ici.

## **Deux mesures à porter ensemble à gauche !**

Si l'augmentation du Smic et le dégel du point d'indice ne peuvent résumer à eux seuls les mesures d'urgence qu'une majorité Rose-Rouge-Verte devrait prendre, ces deux mesures indiqueraient un chemin pour la remobilisation des forces sociales et politiques. Une remobilisation indispensable pour changer de cap.